

TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

INFORMATION
INFORMATISCHE AUFZEICHNUNG
INFORMATION MEMO

NOTE D'INFORMATION
NOTA D'INFORMAZIONE
TER DOCUMENTIE

Brussels, 25 June 1976

REGIONAL FUND REPORT*

The first annual report on the operations of the Community's Regional Development Fund is published today. The report is addressed to the Council of Ministers and the European Parliament and is likely to be debated by the Parliament in the autumn of this year.

The report includes an assessment of the impact of the economic crisis on the Regional Fund. The report stresses that regional development has been made more difficult both by the aggravation of the problems of the less-favoured regions and by the changed investment priorities resulting from the structural problems now affecting the economy as a whole. It also estimates that the rate of inflation, highest in the countries with the greatest regional problems, has meant that the 500 maa fixed in 1974 for the Fund's 1977 budget would need to be 750 maa to have the same real value in 1977.

The report stresses that the gap between the more prosperous and the poorer regions has increased rather than decreased since 1970. In that year GDP per head in the richest regions, Paris and Hamburg, was respectively four times and five times higher than in the poorest regions of the south of Italy and the west of Ireland. In 1975, these regions were 5:1 and 6:1 respectively. A graph (see Annex I, Graph I) shows for the first time with up to date figures of GDP per head how the gap between Ireland, Italy and the United Kingdom on the one hand and the other Member States of the Community on the other, has been widening.

This first report on the Fund's activities covers a short period from its establishment in March 1975 and the adoption of the supplementary budget at the end of April, until the end of that year. Nonetheless, the grants from the Fund used up the whole of the 300 maa available for that year and payments made during the year amounted to some 91 maa. Since the first application for payments were made only in November the Commission considers this situation to be very satisfactory.

By the time the second annual report is due to be presented in June 1977, the Commission will already have decided on the proposals it is to make to the Council for the re-examination of the Fund regulation which the latter is to carry out during that year. This illustrates how short is the period effectively available for the Community institutions and others to reach their conclusions from the experience of the Fund's initial phase and to take their decisions for the future.

Although no final judgments can be made on the basis of a few months of Fund operation at the end of last year, the Commission has drawn a number of preliminary conclusions which Mr. Thomson has asked the Member States to take account of in future. The main points are:

- the principle that Fund resources must be additional to national regional development efforts is fundamental. Not all Member States have yet been able to devise fully satisfactory mechanisms to show just how Fund resources are being used. The Commission looks forward to further progress in this direction during 1977, which it will follow closely.
- Fund resources should be concentrated more clearly on regions with the greatest difficulties, and on projects and sectors which will most effectively help overcome those difficulties. This is all the more important in view of the relatively limited resources available.
- Regional development programmes are crucial not only for the purposes of the Fund, but also to ensure adequate coordination between Community and national measures in the field of regional development.

The Regional Fund must not be confused with Community regional policy: it is but one instrument of that policy, though, for the present at least, one of the most important. The correction of regional disparities requires a comprehensive regional policy, implying the effective coordination of all Community general and sectoral policies, and financial instruments, both between themselves and with those national policies and measures which effect the regions.

TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

**INFORMATION
INFORMATISCHE AUFZEICHNUNG
INFORMATION MEMO**

**NOTE D'INFORMATION
NOTA D'INFORMAZIONE
TER DOCUMENTIE**

Bruxelles, le 25 juin 1976

RAPPORT DU FONDS REGIONAL

Le premier rapport annuel sur les opérations du Fonds de développement régional des Communautés vient d'être publié. Il est adressé au Conseil de ministres et au Parlement européen et il sera sans doute discuté par ce dernier à l'automne prochain.

Le rapport comporte un examen de l'impact de la crise économique sur le Fonds régional. Il souligne que le développement régional a été rendu plus difficile tant par l'aggravation des problèmes que connaissent les régions moins favorisées que par le changement dans les priorités en matière d'investissements à la suite des problèmes structurels qui affectent à présent l'économie dans son ensemble. Il estime également que le taux d'inflation, plus élevé dans les pays où les problèmes régionaux sont les plus aigus, a pour effet que le montant de 500 millions d'UC fixé en 1974 pour le budget du Fonds de 1977 devrait être porté à 750 millions d'UC pour avoir la même valeur réelle en 1977.

Le rapport souligne que l'écart entre les régions les plus prospères et les régions les plus pauvres a plutôt augmenté que diminué depuis 1970. Cette année-là, le PIB par tête dans les régions les plus riches, à Paris et à Hambourg, a été respectivement quatre et cinq fois plus élevé que dans les régions les plus pauvres de l'Italie méridionale et de l'Irlande occidentale. En 1975, le rapport pour ces régions était respectivement de 5 à 1 et de 6 à 1. Un graphique (voir annexe I, graphique I) montre pour la première fois, avec des chiffres récents du PIB par tête, comment le fossé s'est creusé entre l'Irlande, l'Italie et le Royaume-Uni, d'une part, et les autres Etats membres de la Communauté, d'autre part.

Le premier rapport sur les activités du Fonds couvre une brève période, depuis sa création en mars 1975 et l'adoption du budget supplémentaire à la fin du mois d'avril jusqu'à la fin de cette même année. Les concours du Fonds ont néanmoins épuisé la totalité des 300 millions d'UC disponibles pour 1975, et les paiements effectués au cours de cette même année ont atteint 91 millions d'UC environ. Etant donné que la première demande de paiement n'a été introduite qu'en novembre, la Commission considère que cette situation est très satisfaisante.

Avant la publication du deuxième rapport annuel prévue pour juin 1977, la Commission aura pris une décision sur les propositions qu'elle doit soumettre au Conseil en vue d'une révision du règlement du Fonds à appliquer durant cette année-là. Les institutions communautaires et autres disposent donc d'un délai très court pour aboutir à des conclusions à partir de l'expérience de la phase initiale du Fonds et pour prendre leurs décisions pour l'avenir.

Bien qu'il ne soit pas possible de porter un jugement définitif sur la base des quelques mois de fonctionnement du Fonds à la fin de l'année dernière, la Commission a tiré un certain nombre de conclusions préliminaires que M. Thomson souhaiterait voir prendre en considération par les Etats membres à l'avenir. Les principaux points sont les suivants :

- Le principe selon lequel les ressources du Fonds doivent s'ajouter aux efforts de développement régional sur le plan national est fondamental. Jusqu'à présent, les Etats membres n'ont pas tous été en mesure d'élaborer des mécanismes pleinement satisfaisants pour montrer précisément comment les ressources du Fonds sont utilisées. La Commission espère que de nouveaux progrès, qu'elle suivra attentivement, seront réalisés dans cette voie en 1977.
- Les ressources du Fonds devraient être plus nettement concentrées sur les régions qui connaissent le plus de difficultés ainsi que sur les projets et les secteurs qui seront le mieux à même de contribuer à surmonter ces difficultés. C'est d'autant plus important que les ressources disponibles sont relativement limitées.
- Les programmes de développement régional sont d'une importance primordiale non seulement en fonction des objectifs du Fonds, mais également pour assurer une coordination appropriée entre les mesures communautaires et les mesures nationales dans le domaine du développement régional.

Il ne faut pas confondre le Fonds régional avec la politique régionale de la Communauté : le Fonds n'est qu'un instrument de cette politique, même s'il en est, pour l'instant du moins, un des plus importants. Pour corriger les disparités régionales, il faut une politique régionale globale, ce qui implique la coordination effective de toutes les politiques communautaires, générales et sectorielles, ainsi que des instruments financiers et ce, aussi bien entre eux qu'avec les politiques et mesures nationales qui concernent les régions.